



attac

# Le Courriel d'information

n°234 – Mardi 08 mai 2001.

## TOUS AU CINQUANTENAIRE

### Dans ce numéro

- 1- Boycotts et au-delà
- 2- Développement, passons à l'attaque.
- 3- Etonnants Paradis : ça flambe sur la mer
- 4- Taxe Tobin – Plusieurs avancées.
- 5- La grande mutation du capitalisme.
- 6- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

### En bref...

1- *Boycotts et au-delà.* Le boycott des produits de la multinationale Danone semble efficace. Les mobilisations continuent surtout avec des initiatives syndicales dans les semaines à venir. La semaine dernière à l'Assemblée nationale une réunion organisée par ATTAC a permis de mettre en avant quelques propositions pour faire face aux licenciements de convenance boursière.

2- *Développement, passons à l'attaque.* A Bruxelles, le Cinquantenaire, symbole colonial de la surexploitation du Sud par le Nord, sera recouvert d'une bâche de 600 m2 décorée par Pierre Kroll et par les participants !

3- *Etonnants Paradis : ça flambe sur la mer.* En matière maritime, la spéculation est souvent synonyme de marée noire, de pollutions... de conditions de travail déplorables. Un phénomène en expansion. A moins que nous puissions l'arrêter le 9 juin.

4- *Taxe Tobin – Plusieurs avancées.* En Europe c'est du côté du gouvernement belge, prochaine présidence européenne, que les choses semblent avancer. En Argentine, des députés prennent l'offensive.

5- *La grande mutation du capitalisme.* Le narco trafic est plus qu'une entreprise illicite et mafieuse, il touche directement par l'intermédiaire des paradis fiscaux en particulier à l'économie réel. Or justement d'après l'auteur nous assistons aujourd'hui à une véritable mutation de cette économie.

### Boycotts et au-delà...

Le boycott des produits Danone est toujours d'actualité. Boycotts ! (voir les Courriel n°225 et 226). Des actions syndicales vont bientôt avoir lieu, en particulier une le 22 mai et une autre le 9 juin. De nombreuses actions se déroulent en ce moment en France. Elles rencontrent un franc succès comme le prouve par exemple la petite chronique d'ATTAC 77 Sud du 5 mai dernier.

ATTAC 77SUD a organisé une action surprise sur un hypermarché Carrefour (Villiers en Bière) le samedi 5 mai en après midi à l'heure d'affluence. Le but était d'arborer des T-shirts très visibles rappelant les marques du groupe Danone à boycotter et de déambuler dans les rayons en faisant mine de faire nos courses.

CELA A ETE UN VERITABLE ET FRANC SUCCES. Pourtant, nous n'étions que 10 présents (à cause du long week-end) et pour la plupart, cela était la première action militante importante. Nous ne pouvions nous permettre de reporter, il y avait 3 journalistes: 2 du Parisien (journaliste et photographe), 1 de Radio France Bleu Melun (radio journaliste). Nous sommes rentrés dans le magasin par petits groupes de 3-4 personnes et c'est une fois à l'intérieur des rayons que nous avons mis nos T-shirts. Nous nous sommes divisés en 3 groupes munis d'un chariot pour se partager les rayons DESSERT - BISCUIT - EAU MINERALE. Nous n'avons pas éclaté de pack de yaourt Danone (même si l'envie était tentante), mais nous rentrions en discussion avec les personnes qui prenaient ces marques. "N'achetez pas ces produits, ils ont un sale goût de licenciement !". En général, il y a avait



attac

toujours débat mais les réactions étaient globalement positives. Il y a eu plusieurs anecdotes amusantes : Un intérimaire qui mettait en rayon des biscuits LU a demandé à avoir un T-shirt pour l'enfiler immédiatement sous le regard médusé du journaliste de France Bleu. Ce dernier a voulu l'interviewer mais le travailleur rebelle n'a pas osé aller jusque là. Autre chose : Des clients prenaient un pack de Badoit, nous voulions les interpeller mais ils ne comprenaient pas: normal, c'étaient des touristes anglais. Avec un doigt sur le T-shirt, nous leur avons montré les marques à boycotter. Ils ont fait "OOOHHH Danone...Boycott....OK OK OK" et ils ont remis le pack d'eau pétillante à leur place initiale sous nos applaudissements et sous l'oeil amusé des journalistes du Parisiens. Nous étions observés mais les vigiles ne sont jamais intervenus. Nous sommes repartis aussi tranquillement que nous étions rentrés 1 heure et demi plus tard. Cela donne envie de recommencer plus nombreux et d'encourager tous les Groupes Locaux qui veulent le faire. Salutations militantes. Pour plus d'informations : [77sud@attac.org](mailto:77sud@attac.org)

Et au-delà du boycott... une rencontre a eu lieu organisé par ATTAC à l'assemblée nationale le 3 mai autour des propositions que nous pourrions faire contre les licenciements de convenance boursière. En effet le capitalisme prend une forme nouvelle dans le contexte de la globalisation financière : c'est le « capitalisme actionnarial », dont le cœur est l'accumulation de richesses financières par les entreprises et leurs actionnaires. Il a pour caractéristiques principales : le rôle primordial des marchés financiers, et plus particulièrement des marchés d'actions ; la prépondérance du pouvoir actionnarial induisant de nouvelles formes de « gouvernement d'entreprise » ; l'application de nouvelles stratégies tournées vers la « création de valeur actionnariale », dont les licenciements de convenance boursière sont une conséquence directe.

Vous pourrez retrouver les analyses et les propositions à l'adresse suivante : <http://attac.org/fra/asso/doc/doc58.htm>  
Elles sont accompagnées du compte-rendu de la réunion organisée à l'Assemblée nationale.

### **Développement, passons à l'attaque.**

Après deux décennies de libéralisation accélérée et sauvage des économies des Pays les Moins Avancés, le bilan s'est soldé par une marginalisation et un appauvrissement accrus des populations de ces pays. Aujourd'hui 600

millions de personnes vivent dans ces 49 pays et plus de la moitié avec moins de 1 dollar par jour.

La IIIème Conférence des Nations Unies sur les PMA (du 14 au 20 mai) et le Forum des ONG (du 10 au 20 mai) qui se dérouleront à Bruxelles, offriront une occasion unique à la communauté internationale dans son ensemble de repenser les grandes lignes du modèle de développement. On n'a pas tous les jours l'occasion d'influencer un événement d'une telle ampleur et dont l'enjeu est crucial pour des millions de personnes.

« Un Autre Monde est Possible » Le 12 mai 2001 dès 12h00, offrons des habits neufs au Cinquantenaire !

Monument de l'ère coloniale, «monument des mains coupées » le Cinquantenaire témoigne du fait que la situation des PMA est aussi le résultat d'une histoire qui se perpétue et lie ces pays à nos sociétés par un lien profond de dépendance. Les populations des PMA veulent être actrices de leur développement, mais les mécanismes sont divers qui entravent leurs luttes et leurs alternatives.

"Un Autre Monde est Possible"

- Dans le cadre d'une stratégie de développement du Tiers Monde et des PMA, centrée sur les besoins humains et l'intérêt collectif. Ces stratégies doivent être définies par les populations, sans ingérence de la Banque Mondiale, du FMI et de l'OMC.
- Avec une annulation de la dette extérieure du Tiers Monde et en particulier des PMA ;
- Avec des moyens supplémentaires pour financer le développement ;
- Avec libre accès aux marchés du Nord et à des prix préférentiels pour les produits des PMA mais aussi avec la possibilité pour ces pays de protéger leurs économies.

Des personnalités du Sud nous proposeront leurs alternatives pour un développement juste et soutenable. Dans «Le Tribunal des Femmes et des Peuples du Sud», une pièce qui nous vient de Dakar, des acteurs feront le procès de la dette du Tiers Monde. Nous habillerons le Cinquantenaire de revendications et de propositions concrètes pour que vraiment les PMA perdent leur "M". Et finalement, aux rythmes de notre planète à dimension humaine, en danse et en musique, nous irons parader devant le Parlement européen, lieu où les délégations nationales conduiront leurs débats.



attac

Ce sera l'occasion de rappeler aux gouvernements que face à 1,3 milliards d'individus privés d'eau potable, à 2 milliards de personnes souffrant de malnutrition, à 1 milliard d'analphabètes, dont la grande majorité sont des femmes, seules des politiques publiques résolues sont à même de garantir le respect des droits humains.

Parce qu' « Un Autre Monde est Possible » : Grande Mobilisation le 12 mai dès 12h00 au Cinquantenaire. Le Cinquantenaire, symbole colonial de la surexploitation du Sud par le Nord, sera recouvert d'une bâche de 600 m2 décorée par Pierre Kroll et par les participants !

Des dizaines d'associations travaillant pour des relations Nord/ Sud équitables se mobilisent pour remettre les priorités humaines et l'intérêt collectif au centre des stratégies de développement du Tiers Monde et des PMA.

Lors de cette journée, des personnalités du Sud nous proposeront leurs alternatives pour un développement juste et soutenable. Dans «Le Tribunal des Femmes et des Peuples du Sud», une pièce qui nous vient de Dakar, des acteurs feront le procès de la dette du Tiers Monde. Nous habillerons le Cinquantenaire de revendications et de propositions concrètes pour que vraiment les PMA perdent leur "M". Dans un concert exceptionnel, le Sud « Tribute to Fela Band » et le Nord « Les Extincteurs » entameront un dialogue en impros musicales. Finalement, au rythme de notre planète à dimension humaine, en danse et en musique, nous irons parader devant le Parlement européen, lieu où les délégations nationales conduiront leurs débats.

Pour le Forum ONG (du 10 au 20 mai) Anna Eriksson, Forum ONG, 02 743 87 65 - [aeriksson@clong.be](mailto:aeriksson@clong.be)

Pour la journée du 12 mai, Olivier Bailly, CNCD-Opération 11.11.11, 02 250 12 45 - [olivier.bailly@cncd.be](mailto:olivier.bailly@cncd.be)

### **Etonnants Paradis : ça flambe sur le mer.**

Dans le transport maritime mondial, c'est paraît-il l'euphorie. La reprise de la croissance, la prévision d'un accroissement encore plus fort des échanges, font cette année flamber les frets dans la plupart des secteurs du trafic. Les frets pétroliers, dopés en plus par l'augmentation du prix du brut et par l'" effet Erika ", se voient

multipliés par deux, trois, voire plus, par rapport à l'an dernier. On retrouve des niveaux de fret que l'on n'avait pas vu depuis un quart de siècle. La construction navale va reprendre comme aux plus beaux jours. Des navires neufs vont-ils bientôt remplacer les plus âgés, des prix de transport améliorés permettre enfin de les mettre en œuvre dans de bonnes conditions ? Le sombre devenir de la flotte mondiale s'éclaire-t-il soudain ?

Ne rêvons pas trop. Une partie de cette flotte était dans un tel état de vétusté et de mauvais entretien, après une longue période de frets minables et d'expansion générale de la complaisance, que les prix ne pouvaient que s'affoler à la première reprise sérieuse des échanges. Ce qui se passe maintenant ne fait qu'illustrer le caractère hautement spéculatif de l'activité maritime. On spéculait sur tout, les navires neufs, d'occasion, en construction, les affrètements à de diverses durées. Des opérateurs de tous poils se ruent les divers segments de ce marché, comme en d'autres périodes où l'on voyait des navires changer de propriétaire plusieurs fois en cours de construction, et leur prix se multiplier. On a même vu, dans les années 70, un tel phénomène prolonger sa propre dynamique insensée bien au-delà du retournement de la conjoncture, et les pétroliers tout neufs s'en aller ensuite pourrir au mouillage dans quelque fjord norvégien ou baie grecque. C'est de cette période que date la génération de l'Erika.

Doit-on supposer que ce genre d'histoire va se répéter à l'identique ? Non, on peut malheureusement craindre pire, et l'on devrait surtout essayer de faire autre chose. On peut craindre pire, car les flottes d'il y a 25 ans étaient encore majoritairement gérées par des armateurs authentiques, situés dans des pays réels, même si les pratiques des uns et les autres n'étaient pas à l'abri de la critique. Depuis, le glissement vers la complaisance a instauré la loi des mondes sans lois. Et les opérateurs sont de plus en plus souvent n'importe qui, maniant des fonds venant de n'importe où. Certaines affaires récentes le montrent bien, qui ne sont qu'une fraction de la partie émergée d'un fantastique iceberg.

Chez les pétroliers

Quelques données de base pour commencer. Dans le transport pétrolier, schématiquement, il y a le brut et les produits raffinés. Le raffinage donne une gamme de produits qui va du " blanc " au " noir " (sans rapport direct avec la couleur



attac

des marées...). Le brut est l'affaire de grands tankers, tels que Torrey-Canyon ou Amoco Cadiz. Les " produits " utilisent de plus petits navires, non spécialisés à l'origine, mais plus ou moins dédiés à tel ou tel trafic au cours de leur vie. Les plus neufs, les plus sûrs, sont dédiés généralement aux produits blancs, plus légers donc plus explosifs, car les pétroliers sont très attentifs aux risques dans leurs terminaux. Les mêmes finissent généralement leur carrière dans le transport des produits noirs, les moins chers et les plus polluants par leur viscosité et leur composition chimique. Ils sont les plus chargés en composants toxiques, les plus corrosifs aussi. S'ajoute, comme facteur de corrosion, la nécessité de les chauffer en permanence. Les plus connus sur nos côtes avaient nom Tanio, Erika...

Le renouvellement des flottes pétrolières démarre actuellement sans aucune avancée technologique. Les entreprises pétrolières, qui étaient, il y a 25 ans encore, un puissant facteur d'innovation dans le monde maritime, ont déserté cette mission. Toute leur capacité d'innovation semble se porter actuellement sur la recherche et l'exploitation de sites marins (off-shore).

Il n'est pas très difficile de deviner ce qui risque de se passer. Les navires nouveaux vont se trouver dédiés, comme de coutume, aux produits les plus propres. Pour les produits noirs, on épuisera par tranches successives les derniers navires à simple coque et ballasts séparés (type Erika), puis les " double coque " vieillissants qui deviennent actuellement la nouvelle norme de fait. Il se trouve que l'on ne sait pas trop comment ces derniers vont évoluer, car les espaces entre les deux coques, tantôt vides et tantôt remplis d'eau de mer, sont particulièrement sujets à corrosion, et trop étroits pour être faciles à contrôler et entretenir.

Contrôle et entretien dépendent au premier chef des conditions de gestion des navires. On traite le blanc, on sous-traite le noir. De la sous-traitance, on passe au désengagement maximum que permet la complaisance, surtout lorsque les risques s'accroissent. Ceux-ci sont ainsi multipliés. Le noir d'abord, le blanc et le brut suivent. Les pétroliers, devant l'augmentation des risques, auront intérêt à externaliser de plus en plus leurs fonctions maritimes, affrètement inclus. Pour se dégager de cette dernière responsabilité, le passage réel ou fictif par des négociants indépendants (les " traders "), autre forme de complaisance, est déjà une pratique courante. Elle pourrait se

généraliser. Que deviendra alors la " responsabilité des affréteurs ", ou plus généralement des " donneurs d'ordre " dont les « anti-marée noire » ont fait à juste titre un de leurs chevaux de bataille, lorsque les sociétés pétrolières ne seront plus ni l'un ni l'autre ?

Et pour tout le monde

Le pétrole n'est cependant pas le secteur le plus malsain. Les vracs solides sont de plus en plus livrés à la complaisance extrême. C'est dans ce secteur que ne se comptent plus les navires abandonnés, cassés, perdus corps et biens. On n'en voit que ce qui échoue dans nos ports, bateaux pourris, équipages abandonnés, connus grâce à l'action opiniâtre des inspecteurs syndicaux de l'ITF (Fédération Internationale du Transport) et par les élans de solidarités locales et syndicales qu'ils suscitent heureusement. On se souvient de la longue aventure des marins du Kifangondo au Havre, de celle du Victor à Brest cet été, on peut encore méditer à Sète sur la morne silhouette du Simba, dont l'identité (cas rare) avait été truquée pour le rajeunir. Parfois on a connaissance d'événements plus meurtriers, lorsque quelques miraculés ont échappé à un naufrage lointain, comme dans le naufrage du Number One l'an dernier . Les grands trafics de lignes de conteneurs, les transports très spécialisés, sont généralement gérés d'une manière plus responsable, mais pour combien de temps ?

Les frets flambent, au pétrole et ailleurs. Mais ce n'est pas sur ces bases mouvantes que l'on peut espérer reconstituer une navigation maritime assainie, et répondant aux besoins du monde actuel. Dans l'immédiat, la montée des frets va relancer le renouvellement des flottes. Dans le même temps, l'exemple de l'Erika doit être utilisé au maximum pour imposer l'élimination des navires les plus dangereux. Mais ensuite ? Les opérateurs douteux, les configurations complaisantes, les affréteurs et financiers irresponsables, qui s'en occupe ? C'est là qu'est la racine du mal, c'est là qu'il faut agir. Souhaitons que la mobilisation citoyenne autour de la marée noire participe à la prise de conscience de ce qu'est à la complaisance généralisée, maritime et autre. C'est un ensemble de pratiques dont la source n'est pas dans ces multiples " paradis fiscaux " aux pavillons complaisants, mais dans les pays dominants dont nous sommes. Ce sont " nos " entreprises multinationales et financières, avec la complicité de nos Etats, qui produisent et reproduisent ces systèmes hors-les-lois et en profitent, dans l'indifférence des institutions



attac

internationales. C'est la face obscure de la mondialisation libérale, dont l'affaire de l'Erika nous aide à pénétrer les mécanismes concrets, et à imaginer les solutions. Mais ceci est une autre histoire...

François Lille, membre du Conseil scientifique d'ATTAC [cs@attac.org](mailto:cs@attac.org)  
Article publié en collaboration avec le magazine Alternatives Economiques.

Etonnants Paradis : Journée d'action le 9 juin dans le cadre de la campagne « 2001 – Europe : Tobin tout de suite »  
<http://attac.org/jersey2001/>

### **Taxe Tobin – Plusieurs avancées.**

En Europe

Mardi 2 mai, le Premier ministre Verhofstadt a présenté les priorités de la prochaine présidence belge à l'Union européenne au Comité consultatif fédéral pour l'agenda européen. Dans l'après-midi, ce fut le tour de la presse internationale. Il n'y eut aucune place pour des questions ou commentaires des parlementaires. Le débat a été reporté au mardi 8 mai.

Cette "note de priorités" n'est qu'une sélection faite à partir du document approuvé par le Conseil des ministres du 15 décembre 2000. Dans ce document -"Approche thématique globale"-, le Gouvernement belge promet, pendant la présidence de l'UE, de se pencher sur la question de savoir comment une étude peut se prononcer sur l'opportunité, la faisabilité et les avantages éventuels d'introduire une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs (point 17).

Cette promesse fait suite à la demande du Parlement de faire usage de l'opportunité de la présidence de l'UE pour prendre une initiative de manière à mieux contrôler les mouvements financiers internationaux (résolution adoptée respectivement par la Chambre le 09.11.2000, et le Sénat le 07.12.2000). Cette préoccupation a aussi été formulée par le FMI (Fonds monétaire international), au cours de sa réunion de printemps de la semaine dernière, qui a plaidé pour l'introduction de mesures dans le but de prévenir les crises financières (avec l'Argentine et la Turquie comme les exemples les plus récents). La proposition d'introduire une taxe variable sur toutes les transactions financières sur les devises (la taxe Tobin) a précisément pour objectif de mieux stabiliser le marché financier.

Pour le Premier ministre Verhofstadt, ceci n'est pas une priorité. Dans sa note du 2 mai, le volet fiscalité ne fait plus mention d'une initiative au niveau européen d'étudier et de débattre de la taxe Tobin. Au cours d'une rencontre entre les réseaux néerlandophones et francophones Action contre la spéculation financière avec le chef de cabinet M. Coene le 24 avril dernier, celui-ci a confirmé que le Gouvernement exécutera bien ce qui a été décidé au cours du Conseil des Ministres du 15 décembre de l'année dernière, "puisque telle est la volonté de la majorité au sein du gouvernement". Il a d'ailleurs ajouté qu'il considérerait personnellement "cette discussion dans le cadre européen sur la taxe Tobin comme une perte de temps, puisque la taxe Tobin n'est pas la réponse adéquate pour éviter des crises financières, le mécanisme du marché présentant les meilleures garanties pour rétablir les déséquilibres des marchés financiers".

Entre-temps, les défenseurs d'une taxe du type Tobin ont construit une argumentation forte (en s'appuyant sur les travaux des professeurs Paul-Berndt Spahn, Rodney Schmidt et Lieven Denys), qui montre qu'une taxation variable sur la spéculations des devises est techniquement faisable et qu'elle n'est pas en contradiction avec les Traités européens.

En complément du document "Approche thématique globale", approuvé par le Conseil des ministres du 15 décembre dernier et de la "note des priorités" du 2 mai, doit encore venir une "Note de programmation" avec les programmes de chaque ministre, en tant que présidents du Conseil européen (agriculture, Ecofin, environnement, coopération au développement, affaires étrangères, ...). Ces notes de programmation seront discutées avec le Président de la Commission européenne Romano Prodi le 2 juin. Le Premier ministre Verhofstadt insiste sur le fait que les trois documents doivent être lus dans leur intégralité, si on veut exécuter le programme de la présidence belge au cours des six mois à venir. La version définitive de ce programme sera présentée officiellement au Parlement européen le 4 juillet prochain.

Le débat du 8 mai au Parlement belge et la discussion au parlement européen le 4 juillet sont deux occasions de demander au Gouvernement belge de respecter sa promesse et de faire la proposition de débattre de la taxe Tobin au niveau européen. Nous comptons sur



attac

le fait que la décision du Conseil des Ministres du 15 décembre 2000 soit respectée.

Les Réseaux Action contre la spéculation financière.

En Amérique latine.

Une initiative de députés argentins (M Cafiero; G Cardesa; J Obeid; C F. De kirshner; A Bravo; M Ortega; A Castro; H Polino; G Galland; R Torres Molina; C Raimundi; J Vitar; J Zacarias) vise à faire pression sur le Président de la République autour d'un projet de résolution visant à combattre l'instabilité financière chronique du pays par l'instauration de la taxe Tobin dont les principes de redistribution, gérés internationalement, viseraient au premier chef à la réduction de la dette externe des pays endettés.

### **La grande mutation du capitalisme.**

Les narco-mafias, centre et périphérie.

L'essor mafieux des années 90 a constitué une donnée décisive du processus de mondialisation néolibéral. L'un des indicateurs en est le trafic de drogues dont les revenus, évalués au milieu de la décennie à quelque 500 milliards de dollars, ont connu une croissance accélérée.

Vers la fin des années 80, l'Amérique latine produisait quelque 400 tonnes/an de cocaïne, dix ans plus tard la production approchait les 1000 tonnes ; dans la même période, la Birmanie passait de 800 à 2400 tonnes/an d'héroïne, sans parler des autres gros producteurs en Afrique et en Asie Centrale. Giorgio Giacomelli, directeur du PNUCD (Programme des Nations Unies pour le Contrôle des Drogues) affirmait récemment que "la consommation de drogues aux Etats Unis, principale destination des stupéfiants dans le monde, a tellement augmenté qu'on compte aujourd'hui 30 millions de toxicomanes, soit près d'1/8 de la population"

En 1977, le PNUCD estimait que les consommateurs de stupéfiants représentaient environ 4,1 % de la population mondiale, soit près de 235 millions de personnes, mais il faut toutefois reconnaître que ce sont les toxicomanes au plus fort pouvoir d'achat des pays riches et les élites supérieures des pays périphériques qui font marcher le système. En vérité, la production et la distribution de drogues ont suivi le moule historique des relations centre-périphérie : aux paysans pauvres des

zones sous-développées la portion congrue du revenu total, aux narco-trafiquants et à leurs associés du monde des finances, dans les pôles riches de distribution et consommation, la plus grosse partie de ces revenus, au-delà de 90 % selon la plupart des experts.

Ainsi, ce juteux trafic, qui est pour l'essentiel une affaire de pays riches, constitue un véritable stigmaté pour de nombreuses nations sous-développées qui en subissent les conséquences sociales et institutionnelles dévastatrices. Quant au recyclage de l'argent sale, il est toujours présenté de façon peu claire, non en raison de la clandestinité et de la complexité des opérations mais plutôt par l'effet des grands intérêts économiques et politiques occidentaux qui pour des raisons diverses et variées (complicité directe, préservation de l'image "civilisée" de ces sociétés, etc.) brouillent les pistes. Le résultat en est que la narco-économie apparaît certes dans les médias, mais traversée par des histoires de personnages exotiques, de chefs sanguinaires résidant dans (ou originaires de) la banlieue de la planète : un impitoyable "capo" latino-américain ou arabe, un "seigneur de la guerre" asiatique ou, encore plus à la mode, un mafieux russe (ex agent du KGB de préférence). Mais ces personnages du sous-développement sont des pièces subordonnées de façon stratégique à des structures bien établies dans des pays hautement développés. Jean Ziegler a démontré le rôle de la banque suisse dans le blanchiment de l'argent sale et, dans les années 90, l'Institut Français des Relations Internationales faisait allusion, en des termes assez diplomatiques, au fait que "les opérations (de blanchiment), essentielles pour les trafiquants, ne peuvent se faire sans une certaine complicité, voire complaisance, du système bancaire. Les banques des pays développés ont longtemps été peu vigilantes sur l'origine des fonds déposés", et indiquait ensuite que "un rapport de l'IHESI (Institut de Hautes Etudes de Sécurité Intérieure) montre que certaines banques françaises ont utilisé des succursales établies dans des paradis fiscaux pour effectuer des opérations qui effacent l'origine illicite de ces capitaux et les virer ensuite vers leurs filiales européennes. Nous pouvons penser que de nombreux organismes bancaires de pays développés en font de même".

Le blanchiment se fait donc à travers des banques et d'autres organisations financières américaines basées sur le territoire des Etats Unis ou au moyen d'opérations en Europe ou, dans une moindre mesure, dans la périphérie.



attac

Bien que de nombreux cas de blanchiment bancaire soient clairement identifiés, les inculpations visent toujours des employés subalternes. En 1994, par exemple, le tribunal de Houston (Texas) infligea une amende de 32 millions de dollars à la Banque American Express pour avoir été mêlée à une affaire de blanchiment d'argent sale. Deux directeurs d'agence ont été trouvés coupables de blanchiment à partir de comptes American Express alimentés par des dépôts anonymes en provenance d'agences établies aux Iles Caïman ; mais les agents fédéraux, n'étant pas sûrs que la banque serait impliquée, décidèrent de ne pas l'inculper. Concernant l'utilisation de banques des pays périphériques dans des opérations de blanchiment, Michel Chossudovsky souligne l'exemple de "banques privées (péruviennes) suspectées d'être impliquées dans des activités de blanchiment et passées sous contrôle de capitaux étrangers, telle Interbanc, une banque étatique achetée en 1994 par Darby Overseas, un consortium domicilié aux Iles Caïman. Selon le Financial Times "Darby a décidé d'investir dans le secteur des banques péruviennes à forts coefficients de risque... Les fondateurs de Darby sont M. Brady (ancien Secrétaire du Trésor du Président George Bush), son chef de cabinet M. Hollis McLaughlin et M. Daniel Marx, ancien sous-secrétaire du Ministère des Finances argentin. Le principal responsable d'Interbanc est M. Carlos Pastor, ancien Ministre de l'Economie et des Finances du Pérou au début des années 80" (S. Bowen, "Ex-US Secretary's Company Buys into Bank, Brady Investment in Perú", Financial Times, 22 Juillet 1994)".

Une trame large et complexe.

Le trafic de stupéfiants est un élément essentiel, mais pas le seul, d'un vaste système composé d'une multitude "d'affaires" étroitement imbriquées et contrôlées par des réseaux mafieux plus ou moins stables : le trafic d'armes, la prostitution, la "protection", le kidnapping, les jeux clandestins, la contrebande à grande échelle et celle des matières nucléaires, le marché noir de devises, etc. Mais à ces affaires illégales il convient d'ajouter les activités légales, contrôlées grâce à des fonds obtenus de manière illégale, dans l'industrie, le commerce, le tourisme, le secteur immobilier, le transport, la spéculation financière, etc.

Cet univers illégal-légal ne constitue pas une zone fermée et la recherche de ses frontières peut s'avérer un exercice inutile. Pas très loin du trafic de drogues ou d'armes on trouve par exemple la mise à sac des patrimoines publics

des pays périphériques (privatisations, détournements de différents types, etc.) et dans de nombreux cas il a été possible d'observer la connivence de personnages très connus de la pègre internationale avec des chefs d'Etat et de hauts fonctionnaires internationaux. Ce "mélange des affaires" pourrait être utilisé pour confirmer la théorie de "l'invasion" du capitalisme par des groupes mafieux clandestins, en provenance de la périphérie : les gangsters du Tiers Monde utiliseraient des artifices pour s'approprier l'économie mondiale. Mais une analyse plus sérieuse démontrerait aisément que les états-majors ont leur origine dans le centre du monde, dans les zones riches, notamment les pays du G7.

Enfers et paradis.

Un autre cas similaire à celui des délinquants du trafic de drogues, issus de la périphérie, est celui des "paradis fiscaux". Leur découverte met sous les projecteurs le lieu clé de la trame mafia-finances ; c'est là que se nouent de nombreuses affaires illégales, que circule l'argent sale, que se créent des entreprises fantômes, etc. Leur existence dépend de forces internationales supérieures qui leur donnent vie, qui orientent leur profil, qui fixent leur date de naissance et de décès. Pour la plupart, ces forces ne sont ni illégales ni méconnues. Au contraire, il s'agit de grandes institutions, d'importantes entreprises transnationales, de respectables hommes publics des "démocraties développées". Ces paradis se reproduisent parce qu'ils rendent service aux cercles du pouvoir.

Un bon exemple en est l'affaire FIMACO, une société financière fantôme, créée au début des années 90 sur l'île de Jersey, et au travers de laquelle le groupe Yeltsine détourna près de 50 milliards de dollars du trésor russe. L'opération, qui s'est échelonnée sur presque une décennie, était connue des plus hautes instances financières internationales, à commencer par le FMI, et bien entendu par les gouvernements des Etats-Unis et de l'Union Européenne. Cette énorme escroquerie a profité, outre la "famille Yeltsine", aux Bourses de valeurs et d'autres organismes financiers des pays industrialisés qui ont reçu des investissements, mais aussi aux puissances occidentales qui ont ainsi renforcé leur domination sur Moscou via leurs serviteurs locaux. Dans toute cette affaire l'île de Jersey a joué un rôle important mais totalement secondaire.

Délinquance et dynamique du capital financier.



attac

Selon Jean Ziegler, les pratiques délictueuses constituent "l'étape supérieure", "paroxystique" du capitalisme caractérisée par la réalisation de gros bénéfices à une vitesse vertigineuse. Ceci est vrai dans une grande mesure, mais cette mutation ne serait pas entièrement comprise si nous ne faisons pas référence aux excès du "tout financier" des entreprises, marqué par l'obtention de gains spéculatifs qui compensent largement la chute des bénéfices observées dans leurs activités productives face à des marchés de plus en plus durs. L'essor du "capital-gangsterisme" doit être également associé à la déréglementation généralisée, à la décadence de l'Etat et à son impuissance (ou complicité) devant des tendances économiques qui ont rompu les barrières temporelles des anciens processus d'accumulation de richesses et dont la vitesse les pousse vers la déprédation sociale dans son sens le plus large (économie, politique, culture, etc.).

Placée dans une perspective historique, la crise initiée en 1997 apparaît comme l'amplification d'un processus engagé dans les années 70 lorsque le taux de croissance du PIB de l'ensemble des pays du G7 dessinait une tendance lourde. L'économie mondiale devient de plus en plus polarisée (centre-périphérie), plongeant dans la misère la plupart des habitants des régions sous-développées et appauvrissant des pans entiers de la population des pays riches ; en conséquence, le rythme d'expansion de la demande mondiale s'est réduit mais le potentiel productif a conservé sa ligne ascendante, tiré par la course technologique (une composante décisive dans la lutte pour la conquête de marchés).

Les déséquilibres induits ont déclenché un phénomène de déprédation des forces productives que les néo-libéraux présentent sous l'image de "destruction créatrice", mais dont les effets néfastes — démantèlement d'entreprises, suppression d'emplois et de marchés— ont été bien plus importants que la prétendue création de nouvelles zones de production et de consommation.

Il s'agit en quelque sorte d'une "séquence logique" qui part du détournement des fonds issus de la sphère productive (à rentabilité décroissante) vers des opérations financières "classiques" (achats d'actions et d'obligations, etc.) puis, au fur et à mesure que ces dernières sont saturées, vers des formes de spéculation de plus en plus performantes et embrouillées (produits "dérivés", etc.) pour arriver enfin aux affaires illicites, mises à sac des trésors nationaux, etc. (depuis le démantèlement d'entreprises publiques des pays périphériques jusqu'au trafic de stupéfiants). La décadence des sociétés et des appareils d'Etat, le chômage élevé et durable, la primauté du "tout financier", le pillage mafieux ont semé le chaos dans le système mondial, donnant lieu, dès les années 70-80, à des phénomènes (entrôpicos) irréversibles jusqu'aux métastases des dernières années 90.

Le krach de 1997 a donc été une conséquence inévitable du processus de globalisation, le secteur financier ne pouvant croître indéfiniment et devant tôt ou tard subir une véritable crise, sa dynamique échevelée d'appropriation de patrimoines et de transferts de revenus amplifiant chaque jour davantage la brèche entre appareils productifs dominés par le parasitisme et la masse grandissante des exclus.

Près de 3 ans après l'écroulement des anciens "tigres" asiatiques, les pronostics sur la progression indéfinie du capitalisme libéral sont passés au deuxième plan. La succession de récessions et d'effondrements dans la périphérie, la stagnation prolongée du Japon, la faible croissance en Europe Occidentale (accompagnée d'une augmentation des déséquilibres sociaux et économiques) et la fin imminente de la prospérité nord-américaine pourraient annoncer des crises beaucoup plus graves que celles que l'on a connues jusqu'à ce jour.

Jorge Beinstein  
Traduction : Alberto Chavarro.

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Mardi: BE: BRUXELLES – FR: AVIGNON – ST QUENTIN LA POTERIE – FOIX

Mercredi : BE : BRUXELLES – ES : MALAGA – MADRID – FR : LOUVIERS – METZ – PERTUIS – MARSEILLE – BAR LE DUC – CONFLANS STE HONORINE – LA ROCHETTE – NANTES – PARIS 13 – PARIS 11 - ANTONY





attac

Jeudi : BE : LIEGE – BRUXELLES – FR : ANNECY – CANNES – ST PIERRE D'OLERON – ROUBAIX  
TOURCOING

Vendredi : BE : BRUXELLES – ES : MADRID – FR : CANNES – ST PIERRE D'OLERON – LILLE – ST VAURY